

■ Résumé en français

■ Résumé en anglais

■ Présentation détaillée

#### Coordinateur du projet (Partenaire 1)

Mme **CARATINI Sophie**, Laboratoire CITERES (Cité, Territoire, Environnement et Société), UMR 6173 CNRS-Université François Rabelais de TOURS

#### Autres partenaires

Mme **JONCKERS Danielle**, Laboratoire GSRL (Groupe de Sociologie des Religions et de la Laïcité) UMR 8582 EPHE-CNRS, PARIS  
Mr **SOUAMI Taoufik**, IFU (Institut Français d'Urbanisme)  
Mme **MARFAING Laurence**, ZMO (Zentrum Moderner Orient), BERLIN

#### Nombre de personnes impliquées dans ce projet (en équivalent temps plein : ETP) :

Chercheurs et enseignants-chercheurs permanents : 2,35  
Post-doctorants déjà recrutés : Etudiants : 5,2

Durée du projet : 36 mois

#### Résumé du projet

L'équipe de chercheurs qui présentent ce projet, internationale et pluridisciplinaire, entend se démarquer de la *doxa*. La définition du champ de la recherche résulte d'une déconstruction des représentations occidentales des réalités africaines qui tendent à opérer des découpages entre les espaces, les cultures, les ethnies, les croyances etc. Comprendre les situations contemporaines, en s'interrogeant sur leurs dynamiques propres, sera l'objectif essentiel de la mise en perspective d'objets de recherche complémentaires dont la plupart sont situés à l'articulation de configurations de rapports et d'interactions internes et/ou externes. La prégnance du rapport Nord-Sud sera appréhendée dans sa dimension dynamique, par une étude des configurations coloniales dans lesquelles seront examinés les processus de résistance qui ont mené aux décolonisations, puis à la construction des indépendances, et continuent de peser sur les recompositions contemporaines, économiques, sociales, politiques et religieuses. La part proprement africaine des continuités et des ruptures historiques sera donc réintégrée dans une problématique plus vaste. Outre l'apport de nouveaux éclairages portés sur les différents objets de la recherche, les résultats attendus de cette collaboration se traduiront par la proposition d'une nouvelle grille de lecture des transformations actuelles des sociétés africaines issue de la comparaison des travaux menés sur les points suivants :

- La domination coloniale sur les territoires des grands nomades (Mauritanie).
- Les employés sénégalais de l'administration coloniale et leurs rapports avec la population locale, 1905-1960 (Mauritanie).
- L'Aide au développement comme mode de production du rapport post-colonial (Mauritanie).
- Experts de l'environnement dans les coopérations décentralisées France-Maghreb : les recompositions des représentations et des interdépendances ?
- Parachèvement du processus de décolonisation et construction supranationale : Contraintes géopolitiques de l'intégration maghrébine.
- L'identité post-coloniale : le cas du Sahara Occidental entre frontières, nationalisme et globalisation.
- Les processus d'étatisation de la société algérienne : l'histoire nationale vue d'un village algérien.
- Du contrôle des hommes au contrôle de l'espace. Nouvelles formes de pouvoirs et résistances dans la région de Gao au Nord-Mali (XXe siècle).
- Enjeux de pouvoir des associations islamiques au Mali. De l'affirmation identitaire à la contestation de l'Etat.
- Organisations des descendants d'esclaves : nouveaux espaces d'intervention (Bénin, Niger, Mauritanie).
- Les nouveaux comportements urbains de la jet-set mauritanienne.
- Identités peules et organisation sociopolitique au Niger-Central : les nouvelles "élites" wodaabe.

Observation participante, interviews, recueil de sources orales et de biographies, dépouillement d'archives et confrontation interdisciplinaire constitueront l'essentiel de la méthode de travail.

## Abstract

The researchers submitting this multidisciplinary and international project will distance themselves from the doxa. Indeed, the definition of the field of research results from a deconstruction of Western representations of African realities, which still tend to divide the continent into geographical zones, cultures, ethnic groups, and beliefs. The chief objective of the project, which will be enhanced by focusing on additional research topics, is to understand contemporary situations through an analysis of their specific dynamics. The majority of these topics can be depicted as nodes, articulations of relational configurations and internal and/or external interactions. The power of the North-South relationship, omnipresent since the beginning of the 20th Century, will be depicted in its dynamic dimension. The authors will investigate the colonial configurations, focusing on the processes of resistance that led to decolonization and to the construction of independence, which continue to influence contemporary economic, social, political, and religious reconstitutions. The uniquely African part of the historical continuities and ruptures, also at the core of the analysis, will thus be reintegrated into a broader problematic. In addition to shedding new light on the different research objects, the expected results of this collaboration will engender a new reading of the current transformations of African societies through a comparison of the results of the investigations focused on the following themes:

- The colonial domination over the territories of the grand nomads (Mauritania).
- The Senegalese employees of the colonial administration and their relations with the local population, 1905-1960 (Mauritania).
- Development assistance as a mode of production of post-colonial ties (Mauritania).
- Environment experts in the decentralized France-Maghreb cooperation: reconstitutions of representations and interdependencies?
- Completion of the decolonization process and supranational construction: geopolitical constraints of Maghrebi construction.
- Post-colonial identity: the case of Western Sahara—borders, nationalism, and globalization.
- The process of state control over Algerian society: national history viewed from an Algerian village.
- From control of men to control of space. New forms of power and resistance in the Gao region in North Mali (20th Century).
- Power stakes of Mali's Islamic associations. From identity affirmation to state contestation.
- Organizations of slave descendants: new spaces of intervention (Benin, Niger, Mauritania).
- The new urban behaviors of the Mauritanian jet-set.
- Fulani identities and sociopolitical organization in Central Niger: the new wodaabe "elite."

The bulk of the research method will consist of direct observation, interviews, collection of oral sources, and biographies, as well as perusal of archives and cross-disciplinary contradictory debate.

## PRESENTATION DETAILLEE

### Identification du coordinateur et des autres partenaires de *PRANO*

Coordinateur du Projet :

**Sophie Caratini**, UMR 6173 CNRS-Université de Tours, CITERES, Cité Territoire Environnement et Société, 35 Allée Ferdinand de Lesseps, BP 60449, 37204 Tours cedex 2

	<b>Nom Prénom</b>	<b>Emploi actuel</b>	<b>% de temps consacré au projet</b>	<b>Rôle/Responsabilité dans le projet</b>
Coordinateur	CARATINI Sophie	Chargée de Recherche 1 <sup>ère</sup> Classe	70%	Dynamisation de la perspective comparative à l'intérieur des équipes, participation par une double recherche sur les relations franco-mauritaniennes sur le terrain mauritanien à la période coloniale (GN de l'armée française) et contemporaine (l'Aide française au développement).
Membre de l'équipe	AMEUR-ZAIMECHE Haoua		100%	Participation au projet par une recherche sur les processus d'étatisation de la société algérienne: l'histoire nationale vue d'un village algérien
Membre de l'équipe	CORREALE Francesco		100%	Participation au projet par une recherche sur l'identité post-coloniale: le cas du Sahara Occidental entre frontières, nationalisme et globalisation. Travail d'archives et enquêtes orales.
Membre de l'équipe	DRIS -AIT HAMADOUCHE Louisa	Maître de conférence	10%	Collaboration avec Yahia Zoubir au volet du projet concernant la question du parachèvement du processus de décolonisation et de la construction d'une entité supranationale au Maghreb.

Membre de l'équipe	GREMONT Charles		100%	Participation au projet par une série d'enquêtes sur le thème : du contrôle des hommes au contrôle de l'espace. Nouvelles formes de pouvoirs et résistances dans la région de Gao au Nord-Mali au XX <sup>e</sup> siècle.
Membre de l'équipe	LESOURD Céline		100%	Participation au projet par une série d'enquêtes en Mauritanie et aux îles Canaries sur les nouveaux comportements urbains de la jet-set mauritanienne.
Membre de l'équipe	OULD MOULAYE Mohamed		25%	Participation à la recherche du point 2 du programme de Sophie Caratini sur L'Aide au développement comme mode de production du rapport post-colonial à travers des enquêtes sur le projet d'électrification rurale financé par l'AFD en Mauritanie.
Membre de l'équipe	ZOUBIR Yahia	Professeur titulaire, degré 10	10%	Participation au projet en collaboration avec Louisa Dris-Aït Hamadouche sur les contraintes géopolitiques de l'intégration maghrébine (parachèvement du processus de décolonisation et construction supranationale).
Membre de l'équipe	MARFAING Laurence	Chercheur au ZMO	25%	Etude de l'évolution des conditions de travail des Sénégalais employés de la colonisation en Mauritanie et de leur rapport à la société locale dans le contexte des normes spécifiques de la société maure de 1905 à 1960.
Membre de l'équipe	BOESEN Elisabeth	Chercheur au ZMO	25%	Participation au projet par des recherches sur les identités peules et les modes d'organisation socio-politiques au Niger-Central et plus particulièrement sur le groupe des nomades wodaabe.

#### Partenaire 2

Madame **Jonckers Danielle**, Groupe de Sociologie des Religions et de la Laïcité, EPHE, CNRS, UMR 8582, 59-61 rue Pouchet, 75849 Paris cedex 17

	Nom Prénom	Emploi actuel	% de temps consacré au projet	Rôle/Responsabilité dans le projet
Responsable	JONCKERS Danielle	CR1, professeur d'université	70%	Participation à la recherche collective sur le thème : Etude des enjeux de pouvoirs des associations islamiques au Mali.
Membre de l'équipe	HARDUNG Christine	Fellow	100%	Participation à la recherche collective par une étude comparative de la création d'associations de descendants d'esclaves ainsi que de leurs modes de participation au quotidien dans différentes sociétés saharo-sahéliennes

#### Partenaire 3

M. **Souami Taoufik**, Laboratoire Théorie des Mutations urbaines – UMR , CNRS Université Paris 8, Architecture Urbanisme Société CNRS 7136, Institut Français d'Urbanisme, 4, rue Nobel, 77420 Champs sur Marne

	Nom Prénom	Emploi actuel	% de temps consacré au projet	Rôle/Responsabilité dans le projet
Responsable	Souami Taoufik	Maitre de Conférence à l'IFU (Institut Français d'Urbanisme)	20 %	Apport sur les interdépendances et les reconstructions de représentations par le biais des experts internationaux et locaux.

## Description du projet

## Objectifs et contexte :

Les auteurs de ce projet entendent se démarquer des approches classiques, tant dans la définition du champ de la recherche que par le choix des objets, et opter pour une approche transversale dans l'objectif de faire progresser l'appréhension des recompositions contemporaines des sociétés africaines du Nord et de l'Ouest, considérées comme un ensemble interdépendant à bien des égards. Différents objets de recherche seront appréhendés selon plusieurs points de vue disciplinaires : l'anthropologie, l'histoire, la géopolitique, l'économie et la sociologie urbaine. La comparaison portera autant sur les phénomènes observés que sur les méthodes, avec pour perspective la construction d'une grille de lecture commune. L'analyse comparative s'efforcera en effet de relier, à travers l'identification de questionnements communs, la profondeur du temps et les diversités spatiales, et d'aboutir, au-delà des études de cas, à une compréhension globale des mutations en cours. La cohérence des collaborations proposées est fondée sur une complémentarité de sensibilités entre des chercheurs seniors et juniors riches d'une longue expérience des terrains et des sujets qu'il est proposé d'approfondir, et disposant chacun, dans les sociétés concernées, d'un ensemble d'atouts relationnels et d'une bonne connaissance des codes culturels. De cette cohérence découle la définition d'un champ de recherche commun et l'élaboration d'un choix d'objets représentatifs des phénomènes questionnés, appréhendés, selon les disciplines, à différentes échelles d'observation. Après l'organisation d'une première rencontre de démarrage du projet, permettant d'énoncer des hypothèses transversales, puis d'une rencontre intermédiaire d'échange de résultats, il est attendu de ce travail collectif la mise en exergue de mécanismes comparables, ou relevant de points d'articulations communs. A l'issue de la troisième année, une réunion de synthèse, centrée sur les liens repérés soit au niveau des objets étudiés, soit mis au jour par la diversité des approches, permettra de dégager des lignes de forces et de réfléchir ensemble à la pertinence d'une grille de lecture commune dans l'objectif de préparer une publication collective révélatrice de la cohérence initiale du projet.

La définition du champ de la recherche proposée résulte d'une déconstruction des représentations occidentales des réalités africaines qui tendent à opérer des découpages entre les zones géographiques, les *cultures*, les *ethnies*, les *croyances* etc. dont la plupart sont repris localement par les élites francophones au point d'apparaître parfois comme des « vérités » sociologiques. A ces découpages, dont la rationalité originelle est étroitement liée aux stratégies de domination des pouvoirs coloniaux, s'ajoutent les distinctions disciplinaires en usage dans la science occidentale. La partition du savoir en disciplines résultant de l'histoire des sciences en Occident, tend en effet à prédéfinir des ensembles de faits et de rapports – économiques, sociaux, politiques, religieux etc.. Cette partition appliquée aux recherches sur les sociétés africaines comporte le risque de surimposer une seconde grille de lecture, cette fois conceptuelle, à ce premier découpage des espaces et des hommes. Il en est de même au niveau de la périodisation et des césures historiques calquées sur l'histoire européenne. Cette prédisposition de la pensée a bien souvent pour conséquence d'occulter les dynamiques propres aux populations, et de minorer l'importance des logiques sociales et historiques internes de chaque société. Le risque de réification des phénomènes que ces procédés engendrent - qui n'est pas sans effets sur la réalité -, relève d'une projection de catégories occidentales dont l'approche comparative devrait relativiser la pertinence.

Cette recherche collective propose donc, dans un premier temps, de mettre en question les découpages traditionnels, et tout d'abord celui qui sépare le Maghreb (ou l'Afrique « blanche ») de l'Afrique subsaharienne (ou l'Afrique « noire ») et fait du Sahara soit un hiatus, soit un pont entre deux ensembles distincts par « nature ». En second lieu, nous proposons d'intégrer dans le champ de la recherche le rapport Occident-Afrique, ses modes de reproduction et son impact sur les transformations sociales dans les pays d'Afrique du Nord et de l'ouest, pensés comme un ensemble, à tous les niveaux de l'analyse. Associer cinq disciplines dans une même démarche a pour intérêt d'envisager cet impact dans sa dimension dynamique, par la mise en rapport des configurations coloniales et post-coloniales avec, tout d'abord, les processus de résistance et les mouvements indépendantistes qui ont mené aux décolonisations, puis avec les recompositions internes qu'il est possible de reconstituer ou d'observer directement. En cela les chercheurs souhaitent sortir de la perspective binaire (la dualité « colonisation/indépendance ») et s'attacher à repérer les continuités et les ruptures historiques inhérentes aux perspectives et aux logiques africaines. De ce fait, l'histoire du découpage conceptuel des réalités africaines sera intégrée dans la problématique du pouvoir qui sert de fil directeur à l'ensemble des objets de recherches proposés, et réinterprétée à travers une approche globale fondée sur la comparaison de situations exemplaires dans le temps et dans l'espace.

Dans cette perspective, la question transversale du pouvoir, examinée en considérant l'interdépendance des recompositions locales, nationales et internationales, sera également envisagée de manière transdisciplinaire afin d'autoriser la libre association des catégories, registres et domaines pré-établis. Ainsi, des faits habituellement répertoriés comme économiques, par exemple, pourront-ils être interprétés dans le registre du religieux, et inversement ; ou bien une série de rapports qu'il est convenu de penser dans la sphère politique, pourront-ils être associés à d'autres qui n'y sont généralement pas pensés etc. Certes, la terminologie a ses limites et contraint l'énonciation, et promouvoir le recours à de nouvelles catégories ne résoudrait pas la question. Toutefois, le groupe de recherche entend maintenir une vigilance à l'égard des découpages historiques et scientifiques des représentations occidentales de l'Afrique. Ce projet associera donc des micro-études historiques, anthropologiques et socio-économiques mettant en valeur les dynamiques locales et globales qui, indépendamment des formes de la domination occidentale, interagissent en fonction de leurs propres référents identitaires, sociaux et religieux. Ces dynamiques et cette déconstruction/reconstruction des points de vue seront replacées dans le contexte mondial et y reprendront leur place en tant qu'éléments factuels et conceptuels participant à part entière aux phénomènes de globalisation.

Le champ de la recherche proposé traduit ce décalage de la pensée en ce qu'il intègre les relations Occident-Afrique dans la construction des objets africains qu'il est proposé de soumettre à la comparaison. La conséquence de cette intégration est la question de l'importation du modèle de l'Etat-nation et ses implications locales. L'Etat colonial, avec ses modes d'emprises sur les sociétés et leurs effets, est inclus dans la quasi-totalité des objets. Les bouleversements sociaux et politiques liés à l'émergence des Etats modernes au lendemain des décolonisations, ainsi que leurs prolongements actuels, seront également abordés par la plupart des chercheurs. L'interrogation directe ou indirecte de chacun portera en effet sur la formation de ces Etats théoriquement souverains mais pratiquement dépendants des grandes puissances par le biais de leurs bailleurs de fonds, leurs experts et leurs ONG, et dont les citoyens qu'ils administrent ne reconnaissent pas toujours la légitimité. Une des conséquences de ce mode post-colonial de centralisation du pouvoir – plus ou moins effectif, régulièrement en crise –, est l'assignation des groupes sociaux à des territoires déterminés. On se demandera donc dans quelle mesure l'instauration de l'Etat

moderne correspond au passage d'une organisation plurielle du pouvoir sur les hommes à une organisation nationale du pouvoir sur les territoires. On s'interrogera parallèlement sur ses modalités pratiques de l'action politique (ou de sa carence) ainsi que sur les phénomènes de résistance, de contournement, de récupération, d'indifférence ou de dérives qui en résultent. Parmi les effets de cette réorganisation politique et territoriale, on notera la sédentarisation des nomades, les regroupements de populations, le développement des villes et les phénomènes de migration. Au niveau des résistances, on s'interrogera non seulement sur les rebellions, les conflits locaux, les recompositions d'alliances et les stratégies individuelles ou collectives, mais aussi sur l'instrumentalisation éventuelle de l'islam, la réactivation des liens tribaux, et la revendication de nouvelles identités. A cet ensemble de questions générales et particulières, ce projet de recherche entend apporter des réponses.

### Description du projet et résultats attendus :

Dans la perspective de construire une transversalité et d'aboutir à la mise en exergue des éléments communs ou comparables, trois axes de recherche ont été élaborés dans lesquels ont été rassemblés différents objets/thèmes construits dans l'objectif de la confrontation.

<b>Axe 1 - Du rapport colonial au rapport de développement : les formes de la dépendance et les réactions/reconstructions locales</b>	<b>Axe 2 - Le processus de décolonisation et la construction des Etats-nations</b>	<b>Axe 3 - Evolution des sociabilités et nouvelles formes de l'action politique</b>
---	--	---

#### **Axe 1 – Du rapport colonial au rapport de développement : les formes de la dépendance et les réactions/reconstructions locales**

##### **Thème 1 : *La domination coloniale sur les territoires des grands nomades : les tirailleurs sénégalais des unités méharistes de l'armée française en Mauritanie* (Sophie Caratini)**

Ce projet est le troisième volet d'un vaste chantier ouvert sur la question de la rencontre entre les populations nomades du Nord-mauritanien et les colonisateurs français. La méthode de travail choisie est la mise en miroir de biographies « paradigmatiques » de personnes de culture différente (française, maure et négro-africaine) qui ont participé aux GN ou « Groupes Nomades », unités méharistes de l'armée française chargées du contrôle des territoires nomades pendant la période coloniale. L'approche, comparative, est celle d'une anthropologie historique qui s'interroge sur la nature des liens interpersonnels construits dans l'espace-temps de cette rencontre. L'analyse de l'impact de la présence française sur le territoire des nomades est donc envisagée sous l'angle du choc interculturel et moment genèse de la construction de l'image de l'autre. Les enquêtes précédemment effectuées (un livre publié, un livre à paraître) montrent que ces Groupes Nomades, dont le vent et les sable ont effacé les traces mais qui sont encore très présents dans les mémoires, ont été, dans l'ensemble des espaces nomades mauritaniens, l'instrument premier, et tangible, de la conquête et de l'administration des nomades. Le recueil de biographies de tirailleurs négro-africains, proposé ici, mettra en question l'importance des pratiques coloniales dans la genèse du rapport conflictuel qu'entretiennent les populations maures et négro-africaines de la Mauritanie contemporaine. Les enquêtes précédentes ont, en effet, mis au jour des phénomènes d'identification entre les officiers méharistes et les goumiers maures, dans lesquels les tirailleurs ont pu jouer un rôle de « tiers », du fait de la place que l'armée française leur avait assignée dans la configuration. Comment les tirailleurs ont-ils vécu cette position de « tiers », qu'ont-ils élaboré comme constructions mentales à travers l'expériences et quelles ont été les conséquences de ces constructions de l'altérité dans la relation franco-maure, dans la relation franco-tirailleurs, et dans la relation tirailleurs-Maures ? Quel rôle la France a pu jouer dans la genèse du rapport inter-communautaire de la Mauritanie indépendante ? Telles sont les principales questions auxquelles cette recherche voudrait apporter des réponses.

La constitution des données se fera par interviews enregistrées et décryptées soit auprès d'un tirailleur représentatif, soit auprès de plusieurs dont les témoignages seront mis en parallèle. La dynamique des interviews, développée comme une maïeutique, puis la recherche d'un positionnement du chercheur par rapport au texte à produire, interrogent le domaine des représentations. La reconstitution biographique envisagée s'affirmera donc comme une double construction : les représentations du sujet (ou des sujets) de la biographie, élaborées au cours d'un dialogue dont l'un des effets recherché aura été de favoriser le travail de la mémoire, et les représentations développées par le chercheur face aux données ainsi recueillies.

##### **Thème 2 : *Les employés de l'administration coloniale en Mauritanie et leurs rapports avec la population locale, 1905-1960* (Laurence Marfaing)**

Des études antérieures (2003-2005), dont une partie a porté sur les pêcheurs sénégalais en Mauritanie et leurs rapports avec les mareyeurs mauritaniens, ont permis de constater que les conditions de travail, notamment celles stipulées dans le cadre des contrats de pêche, débouchent souvent sur une mise en dépendance. Il ressort ainsi que les relations et les interactions dans les espaces de sociabilité entre Sénégalais et Mauritaniens sont dénaturées, et que beaucoup de questions restent sans réponses sans une étude historique des phénomènes qui les génèrent.

Ce projet portera sur les relations que les employés sénégalais de l'administration coloniale entretiennent avec les populations locales et ce, depuis 1905. L'analyse des mécanismes qui les sous-tendent, après l'étude des espaces sociaux et de sociabilité du projet en cours, n'est possible que dans la compréhension de la spécificité des normes sociales arabo-berbères (ou maure). La considération de ces mécanismes sous l'angle des « pratiques résiduelles de l'esclavage » issues des anciennes pratiques esclavagistes pourrait ouvrir de nouvelles possibilités d'analyse. Il s'agit de considérer, d'une part, l'évolution des conditions de travail des Sénégalais en Mauritanie, et d'autre part leur rapport à la société locale dans une époque particulièrement confuse, stigmatisée par trois ruptures historiques : celle de la pénétration coloniale confrontée à la résistance locale 1903-1909, celle de l'occupation coloniale avec la conquête « définitive » des territoires en 1934 et celle de la création de l'Etat de la Mauritanie en 1960. L'étude des différents corps de métiers, puis de l'origine sociale, religieuse ou géographique, des employés depuis le début du siècle dans le contexte social mauritanien, mettront en évidence les rapports des employés de l'administration

coloniale avec les populations locales et leur évolution après l'indépendance. Dans tous les cas de figures, ces employés sont dans une position hiérarchique subalterne. Cette étude permettra de voir dans quelle mesure il y a, ou non des changements au niveau du statut des Sénégalais employés par l'administration coloniale ou aujourd'hui par les employeurs mauritaniens ; si les perceptions qu'en ont les *Beydan* (Maures) ont changé, et comment.

Pendant toute la période considérée, les Sénégalais, employés de l'administration coloniale puis des *Beydan*, les ouvriers sénégalais en Mauritanie après l'indépendance et les travailleurs migrants actuels sont dans des rapports de pouvoir complexes. C'est pourquoi poser la question en termes de rapports de travail et de sociabilités développés entre les populations locales et les Sénégalais en Mauritanie par la méthode/le biais des *subaltern studies*, paraît pertinent. Il en résultera l'apport d'éclairages nouveaux sur l'identité historique de ces groupes de populations.

L'analyse de matériel historique telles les archives coloniales et consulaires sera au cœur de la méthode. La collecte de l'histoire orale et les interviews en permettront une lecture alternative ou complémentaire.

### ***Thème 3 : L'Aide au développement comme mode de reproduction du rapport post-colonial : l'exemple du projet d'électrification rurale financé par l'AFD en Mauritanie (Mohamed ould Moulaye et Sophie Caratini)***

Le « développement », du fait des enjeux économiques et politiques qu'il recèle, est un terrain privilégié d'observation de la confrontation interculturelle et de la construction des catégories, en même temps qu'un « phénomène social total » des mécanismes de la reproduction du rapport post-colonial. Ce projet sera alimenté pour partie par les données recueillies lors d'un travail précédent de médiation des rapports construits à l'intérieur d'une chaîne de partenaires français et mauritaniens à l'occasion de la mise en œuvre d'un programme d'électrification rurale financé par la France, pour lequel l'AFD (Agence Française pour le Développement) avait demandé aux deux chercheurs une intermédiation culturelle et une analyse globale du processus en cours.

Cette partie du projet prolonge les recherches évoquées ci-dessus sur la genèse de la relation franco-mauritanienne. Il s'agissait de « pacifier », maintenant il s'agit de « développer », mais les représentants de chacune des cultures en présence sont porteurs d'une mémoire lourdement chargée des représentations construites, d'un côté et de l'autre, par les générations précédentes. L'observation de la négociation menée depuis quatre ans entre les différents partenaires de ce projet « d'aide » au développement met en évidence la permanence, en Mauritanie, du modèle « tribal » et des stratégies qu'il induit au niveau des comportements. Elle révèle également les modes de reproduction du rapport intercommunautaire mauritanien interne. Enfin elle éclaire les mécanismes « jacobins » des stratégies françaises et leurs traductions en termes de « procédures ». L'observation des recompositions institutionnelles mauritaniennes en cours permettra de poser la question du rapport entre les États, et d'analyser les tactiques de résistances développées par les différentes instances du gouvernement mauritanien face aux nouveaux modes d'ingérence de fait que génère « l'aide au développement ».

En outre, alors que le programme d'électrification rurale financé par la France est désormais engagé, les résultats attendus de ce travail de recherche seront de montrer les effets produits par ce « transfert » de technologie et de mettre au jour les recompositions des forces sociales et politiques locales et nationales que cette forme d'ingérence censée être « positive » (dans le sens de la « lutte contre la pauvreté »), engendre. Mais les effets ne seront pas dissociés des causes, et les résultats de l'analyse permettront d'appréhender dans le même temps les modalités de l'ingérence, saisies au niveau des stratégies développées par les partenaires français à travers la construction de rapports interpersonnels franco-français et franco-mauritaniens générateurs de représentations de « l'Autre ». Passant de l'étude de ce cas, considéré comme un « phénomène social total », à la perspective comparative alimentée par les autres chercheurs du groupe, ce travail devrait aboutir à proposer une première élaboration théorique de la notion de « rapport de développement ».

La méthode de recherche consistera tout d'abord à mener des enquêtes directes auprès de chacun des partenaires concernés (français et mauritaniens), ainsi que des populations « bénéficiaires », avec lesquels le contact a été précédemment établi lors de la phase de consultance. Puis de procéder au dépouillement de l'ensemble des documents internes relatifs au projet que l'AFD a accepté de soumettre à la réflexion scientifique.

### ***Thème 4 : Experts de l'environnement dans les coopérations décentralisées France-Maghreb : les recompositions des représentations et des interdépendances ? (Taoufik Souami)***

Dans les trois pays du Maghreb, le rapprochement avec l'Europe accentue un développement qui prend appui sur les ressources locales, notamment naturelles : terres fertiles, eaux, énergies fossiles, minerais, etc. Pour remédier aux effets pervers de ce rapprochement, les institutions de l'Union Européenne tentent d'impulser des projets et des actions de protection de l'environnement dont l'intégration locale demeure faible. Face à cet échec, les coopérations décentralisées, entre collectivités locales françaises et maghrébines, portent de nouveaux espoirs en la matière. Ces coopérations se développent en revendiquant une différence avec les coopérations entre États : il s'agirait plus d'un échange entre entités traitant d'égal à égal dont les problèmes et les pratiques seraient proches. Ces échanges sont souvent initiés et développés sur le registre de l'expertise. C'est en particulier le cas s'agissant de l'environnement. Les spécialistes du Nord sont invités à aider ceux du Sud à contribuer à cet « effort commun » de préservation de l'environnement pour l'intérêt de tous. Ainsi, les interdépendances liées au partage d'un même environnement (« naturel » notamment, et considérés comme un « bien public ») amèneraient, par le biais des échanges d'experts et de savoirs constitués, à établir d'autres rapports entre les pouvoirs locaux du Nord et du Sud.

Cette recherche propose d'interroger cette hypothèse latente dans nombre de coopérations décentralisées aujourd'hui. Elle vise à analyser les effets de l'émergence de la thématique environnementale portée par les experts sur les rapports entre les pouvoirs territoriaux locaux en France et au Maghreb. Trois questions articulent la problématique :

L'apparition d'un nouveau champ sémantique (Environnement, Développement Durable, Biens publics) dans la coopération Nord-Sud

modifie-t-il ces interdépendances, leurs configurations, leurs modes de reproduction ?

Quel est le rôle effectif des « experts » dans ces rapports ? Sont-ils traducteurs, passeurs et facilitateurs d'intégration locale comme ils le revendiquent ? Contribuent-ils à redéfinir ces rapports entre territoires du Nord et du Sud ?

Quels rapports se construisent réellement entre les pouvoirs locaux du Nord et du Sud dans ce face à face direct, en l'absence formelle des Etats ? Quelles résurgences et quelles modifications induisent-ils dans les représentations ?

A cette fin, la démarche consistera à analyser d'une manière détaillée et comparative six projets de coopération sur l'environnement, en les situant dans leurs contextes politiques et sociaux, nationaux et locaux. Trois régions françaises ont été présélectionnées pour leurs coopérations avec les pays de la périphérie européenne : Rhône-alpes, Nord-Pas-de-Calais, Aquitaine. Elles offrent une palette variée de projets, de collectivités engagées, d'expertises mobilisées et de territoires maghrébins concernés. Les trois pays concernés seront l'Algérie, le Maroc et la Tunisie.

## **Axe 2- Le processus de décolonisation et la construction des Etats-nations**

### ***Thème 1 : Les processus d'étatisation de la société algérienne : l'histoire nationale vue d'un village algérien (Haoua Ameer-Zaïmèche)***

L'objectif de cette recherche est d'étudier les processus de formation de l'Etat algérien indépendant. La question de l'Etat, dans les travaux des historiens, n'apparaît généralement qu'à travers la narration de la guerre d'Algérie, laissant ainsi le questionnement inachevé. L'intérêt de ce travail sera d'aborder l'étude des mécanismes de la mise en place d'une unité politique et de son fonctionnement, en partant de l'hypothèse de l'existence de continuités et de contradictions entre la forme externe de l'Etat et le processus de sa formation. Ces contradictions apparaissent lorsqu'on cherche à observer dans la longue durée l'organisation du pouvoir et ses interactions avec la société algérienne à l'échelle locale.

A partir de l'examen approfondi d'un cas local, ce volet du projet se propose d'élargir le champ du regard aux problèmes généraux de la formation de l'Algérie indépendante. Cette étude pourra être par analogie un instrument d'analyse pour une généralisation et non pas pour présenter un cas exemplaire. Aïn Aghbel – qui sera choisi comme cas d'étude – est un village du nord-est constantinois qui devient pendant la guerre d'Algérie un des centres de regroupement des populations de la commune mixte de Collo, organisé par les autorités françaises dans le but d'empêcher tout contact entre les populations et les membres de l'Armée de Libération Nationale (ALN). Ces déplacements forcés de familles entières, auparavant organisées en *zéribas* (hameaux) dont le découpage traduisait au niveau spatial les différentes appartenances lignagères, ont bouleversé les comportements sociaux et économiques de ces montagnards. L'histoire proposée des liens de l'Etat algérien avec les habitants de ce village commencera en 1957, moment des premiers regroupements forcés jusqu'en 1971, date de la réforme agraire, et répondra à plusieurs questions : quelles sont leurs relations avec les villes et les campagnes alentours ? Quelles sont les familles du village qui s'arrogent les rôles de médiateurs avec les autorités en place ? Comment les jeunes indépendantistes entrent-ils en contact avec les « regroupés » ? Comment les villageois abordent-ils l'instrumentalisation du discours religieux faite par les indépendantistes ?

L'approche micro-historique permettra d'étudier les interactions entre les villageois et les autorités étatiques en restituant la complexité des choix et des possibilités dont ils ont disposé. Des enquêtes de terrain s'attacheront à rassembler un *corpus* de sources orales permettant de comprendre la constitution des réseaux en utilisant la *network analysis*, qui considère les individus comme nœuds relationnels. On aspirera ainsi à donner une description dense et « vue par le bas » du système qui a produit les caractères actuels de l'Etat.

### ***Thème 2 : L'identité post-coloniale : le cas du Sahara occidental entre frontières, nationalisme et globalisation. (Francesco Corrales)***

Cette partie du projet vise à reconstruire l'histoire du Sahara Occidental et de ses populations, avec une attention très particulière portée aux phénomènes de détribalisation, résistance et acculturation pendant les périodes coloniale et post-coloniale. La recherche mettra en lumière les processus par lesquels un groupe de tribus nomades et semi-nomades se transforme en un peuple et une nation. Le second objectif de ce travail est en effet d'apporter une contribution aux tentatives de démythification des représentations occidentales des Etats post-coloniaux. A ce sujet, il faudra faire appel aux cadres théoriques relatifs à la construction des espaces politiques et à leurs modes de fonctionnement (Ibn Khaldoun, Gellner, Weber, etc.) afin d'établir les repères à retenir pour comprendre la naissance de la nation/communauté sahraouie. Ils seront particulièrement utiles pour éclairer le procès d'étatisation post-colonial qui s'est accompli avec la proclamation en 1976 de la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD), véritable agent d'institution de la nation sahraouie. La RASD semble avoir permis la construction d'une identité nationale en procédant au refoulement des identités premières (religieuses, tribales etc.) et par la diffusion d'une norme historico-culturelle homogène, le but étant de parvenir à la concordance entre unité politique et unité culturelle.

Méthodologiquement, la réponse à l'interrogation relative à la genèse et aux conditions d'émergence du nationalisme sahraoui sera cherchée par le dépouillement des sources documentaires disponibles, dont les principales ont été produites par la puissance coloniale espagnole. Le travail à Madrid sera complété par le dépouillement d'archives en Mauritanie et au Maroc, relatives à la période coloniale française et aux relations que les populations du Sahara Occidental, soumises à l'autorité espagnole, nouaient avec celles des aires mauritaniennes et marocaines. Parallèlement à cette recherche de sources documentaires, des enquêtes orales seront menées auprès de la population sahraouie réfugiée dans les camps près de Tindouf, et auprès des communautés exilées en Espagne, en France, en Italie et en Mauritanie.

### ***Thème 3 : Parachèvement du processus de décolonisation et construction supranationale : contraintes géopolitiques de l'intégration***

### **maghrébine. (Yahia Zoubir et Louisa Dris-Aït Hamadouche)**

Contrairement à d'autres régions, le Maghreb n'a qu'une seule existence : géographique. Bien que l'idée d'intégrer les Etats du Maghreb dans une union politique et économique (similaire à l'Union Européenne aujourd'hui) soit l'une des plus anciennes au monde, sa concrétisation est, au contraire, la moins avancée. Ni la fin de la guerre froide, ni la multiplication des effets de la mondialisation, ni même la signature d'accords d'association avec l'Union Européenne n'ont réussi à casser l'inertie de la région. Désormais, les Etats de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) se révèlent incapables de se réunir sans que des acteurs extérieurs ne les y contraignent et force est de constater que l'échec de l'UMA, née en février 1989, connaît un certain nombre de blocages.

Dans cette partie du projet, les chercheurs voudraient interroger les contraintes qui pèsent actuellement sur le processus de construction de l'unité maghrébine. Contraintes qu'il faudra tout d'abord identifier et analyser à plusieurs niveaux. Le premier, d'ordre régional, semble "mécanique" et pourra être questionné de la manière suivante : existe-t-il un moteur à partir duquel le projet intégrationniste se construirait (référence et comparaison avec le couple franco-allemand) et comment peut-il être défini ? Pour des raisons objectives, liées au facteur de puissance, les deux Etats pressentis à jouer ce rôle de moteur sont l'Algérie et le Maroc. Or, le couple algéro-marocain ne s'est manifesté jusqu'à présent que par l'élaboration d'une gestion concertée plus ou moins efficace de crises successives depuis 1963 (« guerre des sables », soutien de l'Algérie au Polisario depuis 1975 et conflit armé à Amgala en 1976, fermeture des frontières en 1994 etc.) qui se sont accentuées ces dernières années. Les crises périodiques qui secouent les relations entre Alger et Rabat sont incapables de générer un ordre nouveau. En outre, le *statu quo* du projet maghrébin perdure en raison des sources de tensions non résolues entre les deux pays, générées par des désaccords fondamentaux sur des questions comme le tracé non défini des frontières, la question sahraouie, ou le dédommagement des Algériens privés de leurs biens confisqués par l'Etat marocain dans les années 1970 à la suite du conflit du Sahara Occidental, et dans les années 1990 après la fermeture des frontières et l'expulsion d'Algériens résidant au Maroc).

Dans quelle mesure le processus de développement interne de ces deux Etats-nations, en rivalité constante, permet-il d'expliquer le statut quo dans la construction maghrébine? Quel rôle les autres tensions plus ou moins vives qui opposent ponctuellement les Etats du Maghreb (Libye /Mauritanie ; Tunisie / Libye) ont-elles joué dans les difficultés du processus d'intégration ?

Un second niveau, géopolitique, de l'analyse des contraintes, permettra d'interroger les causes de l'absence de vision stratégique cohérente et complémentaire qui apparaît dans les discours quant au contenu de l'UMA. Quelle profondeur l'apparente homogénéité qui lie les membres de l'UMA les uns aux autres (langue, religion, culture, et histoire) a-t-elle en réalité alors que chaque Etat développe de manière unilatérale sa propre vision stratégique en fonction de sa propre localisation et de ses intérêts vitaux ? Le Maroc est depuis toujours tourné vers le Nord et considère l'Union Européenne comme un partenaire capital. La Libye a privilégié l'Afrique, notamment sa partie arabe. La Mauritanie s'est installée dans son environnement sahélien, tandis que l'Algérie a longtemps considéré l'ensemble du "tiers monde" comme un champ privilégié d'influence. Face à l'accélération de la mondialisation qui a remis en cause la logique géographique, au sens cognitif du terme, au profit de la géographie constructiviste, et à la recomposition des forces politiques internationales, les Etats maghrébins continuent d'entretenir la compétition au détriment de la coopération. Les accords d'association avec l'Union Européenne, le Dialogue méditerranéen (DM) avec l'Otan, le NEPAD (New Partnership for Africa's Development) dans le cadre du continent africain, et l'initiative Pan-Sahel avec les Etats-Unis sont tous des projets ambitieux dans lesquels les Etats maghrébins se sont engagés en rang dispersé. Le troisième blocage du processus d'intégration résulte de contraintes imposées par les acteurs externes - notamment la France, l'Espagne et les Etats-Unis - que l'analyse géopolitique devra prendre en compte pour tenter d'apporter les réponses qui permettront de comprendre les différentes postures : Les grandes puissances ont-elles tenté d'intervenir dans la résolution des conflits intra-maghrébins ? De quelles logiques politiques relèvent leurs prises de positions et/ou leurs interventions ? Quelles contradictions recèlent-elles ? Quels rôles les pays européens et les Etats-Unis ont-ils joué dans les tensions entre l'Algérie et le Maroc ? Quel est l'impact des institutions internationales comme l'ONU ou l'OUA dans cette configuration?

Ce travail d'analyse a pour objectif d'éclairer l'ensemble du processus en cours et d'apporter des réponses sur l'intérêt tant national que supranational de la construction maghrébine en regard des impératifs économiques, identitaires et stratégiques auxquels les différents Etats doivent faire face. Dans cette perspective, les auteurs s'attelleront à mettre au jour la nature des blocages qui ont enrayé le processus et proposer dans le même temps d'apporter un nouveau regard sur les études géopolitiques de l'ensemble maghrébin.

### **Axe 3 – Evolution des sociabilités et nouvelles formes de l'action politique**

#### **Thème 1 : Du contrôle des hommes au contrôle de l'espace. Nouvelles formes de pouvoirs et résistances dans la région de Gao au Nord-Mali (XXe siècle). (Charles Grémont)**

Le point de départ de cette recherche est un constat : à la fin du XIXe siècle, les territoires des populations de la région de Gao (Touaregs, Songhay, Arma, Peuls, Arabes) apparaissent largement flexibles, car fondés sur des relations dynamiques d'alliance et de domination avec des groupes plus ou moins mobiles dans l'espace, et à la fin du XXe siècle ces territoires semblent plus strictement spatialisés, déterminés par le contrôle de sites et de zones géographiques. Les raisons et les grandes étapes de cette évolution sont connues : frontières et limites administratives imposées par la colonisation, distinction et séparation des populations en « nomades » et « sédentaires », autorité politique centralisée et exercée dans le cadre de subdivisions administratives, fixation de nombreux pasteurs nomades et privatisations des terres de la vallée du fleuve Niger à la suite des grandes sécheresses de 1973 et 1984, multiplication des projets de développement favorisant un ancrage territorial, création de communes rurales (1999). En un siècle, les modes d'accès et de répartition des ressources, ainsi que les formes de reconnaissances sociales et politiques, se sont profondément transformés. Mais, ces transformations ne se sont pas faites sans heurts, sans résistances, sans contre-propositions : révoltes et stratégies d'évitement contre le colonisateur, maintien de réseaux de solidarité intercommunautaires, multiplication d'échanges parallèles et clandestins, formation de diasporas (Algérie, Libye, Arabie Saoudite, Côte d'Ivoire, Ghana...), rébellion touarègue (1990-1994), développement de solidarités « ethniques », adhésion à des mouvements religieux réformateurs, etc.



L'objectif de ce volet de la recherche collective sera d'appréhender cette évolution des formes de pouvoir – du contrôle des hommes au contrôle de l'espace – à travers ses résistances induites. Il s'agira d'identifier les réseaux, les références et les idéologies mobilisés dans ces résistances, et d'en analyser les effets. L'interrogation centrale portera donc sur la réalité et l'intensité de la remise en cause du modèle territorial imposé par l'Etat colonial et post-colonial, et sur la mise en œuvre d'éventuelles alternatives.

Pour traiter cette question, quatre sous-groupes de la région de Gao représentatifs de la diversité des situations seront principalement examinés : deux « fractions nomades » (touarègue et maure) et deux « villages sédentaires » (songhay et peul), liés entre eux par des anciennes relations de domination ou de réciprocité. Il s'agira de voir concrètement, dans la vie de tous les jours, comment les individus vivent ce processus de territorialisation, de quelle manière ils l'intègrent ou au contraire le rejettent, et quels types de contradictions s'expriment à la fois entre les groupes et au sein des groupes. La démarche proposée – suivre et analyser des trajectoires individuelles et de petits groupes à travers le recueil de témoignages et de récits – se situe au carrefour de la micro-histoire et de l'anthropologie.

***Thème 2 : Enjeux de pouvoir des associations islamiques au Mali. De l'affirmation identitaire à la contestation de l'Etat. (Danielle Jonckers)***

Ce projet en anthropologie envisage les effets politiques et sociaux des dynamiques religieuses en œuvre au Mali depuis l'instauration de la démocratie en 1991 qui a permis la création d'associations islamiques. Certaines d'entre elles remettent en question la laïcité de l'État et des institutions. Elles contestent notamment le code civil laïque et revendiquent l'application de la *sharia* (loi coranique). Les enquêtes porteront sur ce paradoxe de courants islamistes contemporains. Elles tenteront de comprendre les motivations des femmes et des jeunes gens particulièrement actifs dans ces associations dont l'adhésion relève du libre choix individuel. Ces associations impliquent des reconfigurations des rapports de pouvoir et des identités qui permettent de contester ou de renforcer les liens d'autorité entre les femmes et les hommes, les jeunes et les vieux, les populations et l'Etat. Elles énoncent des principes religieux fondamentalistes qui répondent pour ceux qui y adhèrent à une recherche identitaire mais aussi à une soif de justice sociale. Mais sont-elles réellement un moyen d'émancipation pour les femmes et les jeunes maliens ? Ne risquent-elles pas de remettre en question la pluralité religieuse ? Les représentations du nouvel ordre moral proposé et son éventuelle mise en œuvre seront étudiés dans différents milieux citadins et ruraux, musulmans et non-musulmans dans la région sud du Mali, historiquement à forte identité non musulmane et à pluralité religieuse. L'adhésion à ces associations donne accès à des réseaux étendus de relations en Afrique et dans le monde, notamment en France. L'enquête portera également sur l'usage des nouvelles techniques de communications (télévision, vidéo, internet, téléphone portable). Dans quelle mesure celles-ci accélèrent-elles la circulation des idées à portée religieuse ou politique ?

Les résultats de ce projet peuvent contribuer à éclairer des faits comparables dans le monde, notamment dans les démocraties laïques. Cette démarche s'inscrit dans un courant novateur en anthropologie qui prend en compte les liens entre l'Afrique et l'Occident ainsi que les mondes arabes et musulmans. Elle implique un travail comparatif avec les historiens et les politologues.

L'évaluation de l'impact de ces associations sur la vie sociale et politique se fera selon la méthode de l'enquête participante sur la longue durée. La récolte des données se fera lors de deux missions de 3 mois au Mali, en milieu citadin et villageois.

***Thème 3 : Organisations des descendants d'esclaves : nouveaux espaces d'intervention (Mauritanie, Niger, Bénin) (Christine Hardung)***

Dans certaines régions de l'espace Sahara-Sahel, jusqu'à deux tiers de la population serait, selon des estimations prudentes, d'origine servile. Les perceptions de l'esclavage, ainsi que de ses conséquences au sein des sociétés concernées restent des sujets épineux. Au cours des dernières décennies, sous l'impulsion des descendants d'esclaves touareg, maures et fulbe, des associations culturelles, ONG et partis politiques ont été créés avec pour objectif de lutter ouvertement ou indirectement contre la marginalisation sociale, politique et religieuse de ces populations, leur exclusion des ressources économiques et la stigmatisation du statut dont ils ont hérité. Certaines de ces initiatives, fondées surtout dans les années 90, se sont intégrées avec succès dans 'l'ordre international' de l'aide humanitaire. Ce volet de la recherche envisage de considérer, dans une approche comparative, l'émergence et l'impact sociopolitique de ces organisations, la construction des identités spécifiques qu'elles provoquent, et les renégociations politiques et symboliques qu'elles favorisent.

L'approche comparative s'appuiera tout d'abord sur les études existantes, et sera développée par l'enquête directe. Des mouvements anti-esclavagistes comme El Hor et SOS-Esclavage en Mauritanie et Timidria au Niger revendiquent, par leurs statuts, des champs d'action transculturels et transnationaux bien que la composition de leurs membres se caractérise par une appartenance ethnique marquée. Les enquêtes porteront principalement sur la représentation des différents groupes dans ces associations, et notamment les descendants d'esclave Fulbe dont on cherchera à comprendre pourquoi ils n'ont pas formé leurs propres mouvements politiques. L'association béninoise jidi wadi, qui fera l'objet d'un examen approfondi, permettra de poser cette question du pouvoir dans les reconfigurations sociales de la société peule, en ce qu'elle est une force politique – comme le montrent les réactions de rejet qu'elle suscite de la part des anciens maîtres Fulbe -, qui se revendique a-politique.

Les enquêtes porteront en outre sur la constitution des champs d'interaction locaux et translocaux. Ici, l'aspect de la représentation du pouvoir politique, en particulier dans son expression médiatique, semble un champ de recherche important à ouvrir. Dans cette perspective, les films vidéos, les émissions radiophoniques et surtout les portails Internet feront l'objet d'une analyse précise afin de mettre au jour l'utilisation de symboles et de formes esthétiques spécifiques, ainsi que leur impact psychologique et social.

Le dépouillement des sources écrites (auto-représentation, statuts, manifestes, articles etc.) et de la documentation disponible sera associé à la méthode des interviews directes, et de la collecte des sources orales. Lors des enquêtes de terrain, l'observation participante permettra la comparaison des différentes associations, de leurs formes et moyens d'action. Enfin l'aspect polycentrique de l'objet de recherche imposera d'intégrer la réflexion méthodologique aux différentes phases du travail.

#### ***Thème 4 : Les nouveaux comportements urbains de la jet-set mauritanienne. (Céline Lesourd)***

Avec l'émergence d'une classe d'affaires mauritanienne, de nouveaux comportements urbains se mettent progressivement en place : nouveaux modes d'habiter, de voyager, de consommer... Au cœur de la classe politico-commerciale, ces nouveaux modes de vie donnent lieu à une théâtralisation particulière, dans laquelle il convient de se donner à voir. Fortunés ces hommes et ces femmes formant une «jet-set» (ou «*messrah*» en langue *hassanya*, terme qui désigne également la scène, le théâtre) semblent tisser des réseaux de sociabilités très particuliers, qu'il convient de décrypter. Sous les feux de la rampe, dérobés aux regards, mais au cœur des rumeurs de la ville, ces mauritanien(ne)s se côtoient dans des occasions diverses et notamment dans des réunions de «salons», dont l'organisation est parfois confiée à des homosexuels. Dans les alcôves du pouvoir, ces sociabilités qui jouent sur les modes de ce qui peut être dit/montré et ce qui doit être tu/caché semblent flirter entre la conspiration (rendez-vous secrets) et la médiatisation (diffusion des cassettes vidéo des mariages, par exemple). Ces réussites, parfois proches du mythe, donnent lieu à de véritables convoitises, et créent, par aspiration, de nouveaux comportements urbains, à tous les niveaux de la société. Ce «*messrah*» semble repousser, toujours plus loin, l'«être riche», et comme par effets de miroirs, les mauritaniens lambdas semblent toujours vouloir avancer dans le «paraître riche».

Autour de ces phénomènes sociaux nouveaux, l'objectif scientifique est donc, d'une part, d'identifier ces élites, afin de comprendre à qui, et comment, sont ouvertes les coulisses du pouvoir et de l'argent. Et parmi ces protagonistes, plus particulièrement, quel(s) rôle(s) jouent les homosexuels? Ils semblent, en effet former une nouvelle « caste », reconnue de tous, au même titre que les griots ou les forgerons auxquels étaient jadis dévolus, dans les campements, ces intrigues de cour. D'autre part, il s'agit de mettre en exergue la scénographie de cette classe affairiste : quels objets, quelles habitudes, quelles attitudes, quels « modes de faire » permettent de figurer dans la « high society »? Cette classe de privilégiés se définit-elle sur sa simple capacité partagée de « paraître », ou bien, répond-elle à des mécanismes plus complexes, de cooptation singulière? Qui sont ces individus happés par l'ascension sociale? Et lesquels ne le sont pas... En partant de la classe d'affaire, et de la diffusion des nouveaux modèles sociaux du « *messrah* », ce travail permettra de comprendre comment les aspirations aux richesses et aux pouvoirs décomposent/recomposent l'ensemble de la société mauritanienne « traditionnelle ».

#### ***Thème 5 : Identités peules et organisation sociopolitique (au Niger-Central): les nouvelles "élites" wodaabe (Elisabeth Boesen)***

Le projet porte sur les Fulbe-Wodaabe, pasteurs nomades du Niger-Central et leurs orientations économiques et sociopolitiques dans l'état post-colonial ainsi que dans des nouveaux espaces transnationaux. Une première phase de recherche (2003-2005) est consacrée aux migrations saisonnières de type moderne qui mènent les Wodaabe en grand nombre vers des centres urbains comme Abidjan et Dakar. La question centrale de l'étude est la suivante : l'origine nomade de ces migrants a-t-elle une influence sur leurs activités translocales, c'est-à-dire sur leurs modes de participation aux processus d'échanges urbains et mondiaux ? Dans la seconde phase du travail (à partir de 2006) les enquêtes porteront principalement sur la jeunesse Wodaabe dans l'objectif de cerner le rôle spécifique qui, dans la société Wodaabe, est dévolu aux jeunes gens : ils sont à la fois les protecteurs de ce qui leur est propre, c'est à dire des valeurs et des modes d'expressions Wodaabe, et les médiateurs de ce qui est nouveau.

Dans la perspective d'alimenter l'approche comparative l'accent sera mis sur un aspect spécifique de ces grands thèmes, à savoir, les nouveaux modes de participation sociale et politique qui émergent au sein de la société Wodaabe. La composition de la population nomade du Niger-Central est en effet particulièrement complexe. En dehors du fait que les Fulbe partagent l'espace pastoral avec deux autres communautés – les Touareg et les Arabes – ils sont eux-mêmes divisés en plusieurs groupes distincts, voire « proto-ethniques ». A cause de cette diversité marquée, la région représente un cas intéressant pour l'étude des processus de formation ethno-politique. De simples dichotomies qui pourraient servir de base d'identification et de mobilisation – nomade - sédentaire d'un côté, Fulbe - non-Fulbe de l'autre –, s'avèrent difficiles à utiliser ici. Une autre particularité de la région réside dans le fait qu'elle peut, jusqu'à présent, être conçue comme une zone nomade, mais que sa constitution non-territoriale connaît actuellement des transformations rapides ; toutes les formes récentes d'organisation sociopolitique sont imprégnées d'ambitions territoriales.

Les Wodaabe sont les Fulbe les plus mobiles de la zone, mais depuis quelques temps, ils apparaissent aussi comme les plus novateurs. En effet, ils font preuve d'une remarquable capacité d'auto-organisation sociopolitique, n'hésitant pas à créer des associations pastorales et des ONG. Ces nouvelles formes d'organisation produisent ce que l'on pourrait appeler une élite moderne Wodaabe. L'hypothèse, qui recoupe les questionnements d'autres membres de l'équipe, est que cette faculté d'adaptation et d'initiative des Wodaabe est à mettre en rapport avec leur marginalité antérieure : leur intégration dans des entités sociales et politiques plus large semble avoir toujours été extrêmement faible, et ils ont développé, envers toutes sortes de ressources externes, une attitude « opportuniste » qui pourrait être également à la source de leur dynamisme d'aujourd'hui.